



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Premier ministre

Question au Gouvernement n° 2397

[Texte de la question](#)

DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE

M. le président. La parole est à Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Monsieur le Premier ministre, vous n'êtes pas avare de sentiments. Vous avez d'abord déclaré au MEDEF, au mois d'août, votre flamme à l'entreprise. Quelques jours plus tard, vous renouviez ici, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, vos serments à l'attention des socialistes.

M. Bernard Roman. C'est normal.

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Dimanche dernier, lors du journal télévisé de 20 heures, les Français apprenaient que vous aimiez aussi François Hollande et que cela allait durer puisque vous avez curieusement annoncé que vous resteriez jusqu'à la fin du quinquennat.

M. Henri Emmanuelli. Quel niveau !

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Vous opposez donc aux rumeurs de départ, monsieur le Premier ministre, un engagement qui dépasse l'échéance fixée par notre Constitution. Celle-ci prévoit en effet que le Président de la République nomme et révoque le Premier ministre, à qui l'Assemblée nationale accorde, ou non, sa confiance.

M. Patrick Lemasle. C'est laborieux ! *(Exclamations sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. le président. Je vous en prie : écoutons la question.

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Monsieur le Premier ministre, à quel prix avez-vous acquis la garantie de l'emploi dont vous faisiez état dimanche ? Telle est la question : rester, oui, mais pour quoi faire ? Certains espéraient que votre nomination serait l'occasion d'insuffler un peu de dynamisme au quinquennat de François Hollande. Or le contraire s'est produit : vous êtes en effet gagné par le hollandisme.

Les symptômes en sont désormais connus : l'hésitation, l'incohérence et l'inaction.

M. Nicolas Bays. Caricature !

M. le président. Monsieur Bays, je vous en prie.

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. Comme François Hollande, vous allez de reculs en renoncements, qu'il s'agisse de l'écotaxe, de la réforme des départements, des déficits ou de l'Europe. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Oui, on dirait que le maintien à Matignon a un prix : votre liberté d'agir et de réformer. L'allégeance à François Hollande lie votre main droite.

M. le président. Merci, madame la députée !

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet. La course après votre majorité lie votre main gauche. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. François Loncle. C'est minable.

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*)

M. le président. Je vous demande d'écouter sa réponse.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président, j'ai l'impression que la question m'était adressée.

M. le président. J'en ai également l'impression.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la députée, j'aime beaucoup que l'on parle d'histoires d'amour. Je comprends que les relations personnelles vous intéressent. J'ai entendu votre interview au lendemain de votre nomination à un poste de grande responsabilité au sein de votre formation politique : vous avez passé toute cette émission à critiquer celui qui avait été nommé secrétaire général. (*Rires sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Plusieurs députés du groupe SRC . Bravo !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Je comprends donc parfaitement que ces questions des relations politiques et personnelles vous intéressent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*)

J'ai d'ailleurs rappelé dimanche soir les dispositions de la Constitution, que je connais parfaitement : je sais qui m'a nommé et qui me fait confiance. J'ai simplement rappelé, parce que, avec le Président de la République, nous l'avons ainsi décidé, qu'effectivement, je mènerai ma mission jusqu'au bout. Cela ne devrait pas constituer une surprise : je la mènerai ainsi avec la volonté de réformer notre pays dans le sens de la justice et de la lutte contre les inégalités, car telles sont, évidemment, les priorités de ce Gouvernement et de cette majorité.

Voilà le sens des propos que j'ai, tout simplement, tenus aux Français. Je vous remercie donc de vous intéresser à mon sort comme de me donner l'occasion de vous rappeler que, pour réformer la France, j'irai jusqu'au bout. En effet, ce pays en a besoin. Il a, pour être plus fort et plus compétitif, besoin de réformer son économie.

Nous avons besoin de nous appuyer sur nos entreprises comme sur nos salariés. Nous avons également besoin de nous rassembler, nous l'avons montré il y a un instant. J'ai en effet la conviction que nous nous situons à un moment clé du quinquennat. Pour cette raison, j'assume pleinement mes responsabilités.

Soit le pays choisit de regarder le passé et d'être gagné par les idées les plus sombres, soit il décide de considérer l'avenir avec plus d'optimisme. Le rôle de ce Gouvernement et de cette majorité, et, j'en suis convaincu, de tous les républicains, est de redonner une espérance à ce pays, or nous en sommes très loin. C'est pour cette raison que je ne désertai jamais. C'est pour cela que j'assumerai mes responsabilités, au nom de l'amour de la France et au nom de l'idée que je me fais des responsabilités d'un chef de gouvernement.

Je ne serai guidé en cela que par la volonté de réformer la France et par celle de permettre aux Français d'avoir, demain, davantage confiance en eux-mêmes. C'est un souhait que je forme aussi pour vous, madame la députée, car je crois que vous manquez beaucoup de cette confiance en vous-même. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Nathalie Kosciusko-Morizet](#)

Circonscription : Essonne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2397

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 décembre 2014](#)